



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 16/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines**

LA VANCELLE  
BP 68  
67730 La Vancelle

Références : 0006700403\_2025\_05\_07\_ROSSMANN\_VIPPC  
Code AIOT : 0006700403

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL.

La DREAL a reçu un signalement en date du 28 mars 2025 concernant la fermeture de la vanne de la rivière de la Goutte Saint Blaise, propriété de l'exploitant, en date du 14 mars 2025, mettant en assec l'aval du cours d'eau. L'Office Français de la Biodiversité a constaté cette fermeture en date du 31 mars 2025. Le contrôle a ainsi porté sur le respect du débit minimum biologique et en partie de la continuité écologique sur les ouvrages de prélèvement dont l'exploitant est propriétaire ou bénéficiaire.

### Référentiel réglementaire utilisé:

- arrêté du 15 avril 2016 portant autorisation d'exploiter des installations de fabrication de papier pour carton ondulé à la Société ROSSMANN SAS à Sainte-Croix-Aux-Mines ;
- Arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Code de l'Environnement, article L. 214-18 relatif au respect du débit minimum biologique.

### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie ROSSMANN produit des rouleaux de papier recyclé à destination de divers clients dont la cartonnerie ROSSMANN spécialisée dans le carton ondulé.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mesure des prélèvements de la liepvrette pour alimenter le canal usinier	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
4	Débit minimum biologique	Code de l'environnement du 12/03/2023, article L.214-18	Demande d'action corrective	6 mois
5	Ouvrages de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	prélèvement – maintenance	11/09/2003, article 4		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure des prélèvement en eau de process dans le canal usinier	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3	Sans objet
2	Prélèvement en eau dans le canal usinier - volumes limites	AP Complémentaire du 15/04/2016, article 4.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit disposer de mesures fiables au niveau du canal usinier et au niveau de la Liepvrette pour s'assurer du respect du débit minimum biologique en tout temps.

L'exploitant doit également s'assurer de l'entretien de l'ouvrage de prélèvement au niveau de la Liepvrette.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesure des prélèvement en eau de process dans le canal usinier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. [...]
<b>Constats :</b>  La prescription contrôlée n'a porté que sur le prélèvement par pompe au niveau du canal usinier. Il est constaté qu'un débitmètre par courantomètre est installé sur la canalisation d'arrivée d'eau

du canal usinier et en état de fonctionnement le jour de la visite. Celui-ci mesure en continue le débit et reporte sur un logiciel la mesure, qui est totalisée à travers un tableur informatique. Aucun élément relatif à la métrologie (certificat d'étalonnage, contrôle de recalage) n'a été contrôlé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement en eau dans le canal usinier - volumes limites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/04/2016, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne sont pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la res- source	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Débit maximal (m³/h ou m³/j)	
		Horaire	Journalier
Liepvrette (canal usi- nier)	463300	54,4	1300
[...]			

Constats :

Dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de 2015, ayant conduit aux prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2016, l'exploitant avait indiqué ses besoins en eau compte tenu de l'augmentation estimée de sa production (avec un maximum à 90 tonnes/an), ainsi qu'un bilan des années précédentes des volumes annuels pompés (depuis la Liepvrette vers le canal usinier en amont de l'usine) et rejetés dans le canal usinier en aval de l'usine (ex: 312 655m³ pompés et 261 301m³ rejetés en 2014).

Il est constaté que les volumes indiqués dans la prescription contrôlée correspondent à l'eau prélevé dans le canal usinier pour le fonctionnement de l'usine (eaux de process, eaux de refroidissement) et non à l'eau prélevée directement dans le milieu au niveau de l'entrée du canal usinier (depuis la Liepvrette).

L'exploitant a présenté un bilan journalier des prélèvements dans le canal usinier en 2024. Le volume total annuel prélevé en 2024 s'établit à 114 643 m³. L'exploitant a par ailleurs présenté sa consommation journalière de la veille de l'inspection, 206 m³/j, ainsi que sa consommation instantanée 5,9 m³/h.

Il est constaté que la prescription contrôlée est respectée par l'exploitant sur la période annuelle de 2024, la veille de l'inspection et en consommation instantanée.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte-tenu des évolutions de la production et de la consommation en eau sur laquelle l'exploitant a travaillé pour que l'eau utilisée dans son processus de production du papier soit raisonnée, il apparaît opportun que l'exploitant s'interroge sur une révision à la baisse des volumes annuels, journaliers et horaires prescrits dans son arrêté préfectoral.</p> <p>En lien avec les points de contrôles n°3 et 4, l'Inspection devra disposer d'éléments fiables quant aux volumes prélevés dans la Liepvrette vers le canal usinier pour pouvoir le prescrire dans l'arrêté préfectoral. Il est rappelé qu'en période d'étiage, le prélèvement d'eau non utile au process et rejeté en aval du point de prélèvement est propice à créer des assecs dans le cours d'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Mesure des prélèvements de la liepvrette pour alimenter le canal usinier**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, pour les prélèvements saisonniers, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation accompagnées, s'il s'agit d'un arrêté collectif, de l'identification du Bénéficiaire. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une technique d'estimation des débits du canal usinier par mesure ponctuelle par flotteur, ainsi qu'une estimation de la hauteur du niveau d'eau par règle graduée dans le canal usinier, à proximité de l'entrée de celui-ci dans l'usine.</p> <p>L'exploitant a pris en considération une section rectangulaire du canal usinier. Pour autant, ce canal comporte la canalisation arrivant du prélèvement de la rivière de la Goutte Saint Blaise (cf. point de constat n°4). L'exploitant n'a pas ôté le volume représenté par cette canalisation dans son estimation, qui se retrouve <i>de facto</i> surestimée.</p> <p>Les débits estimés sur les cinq mesures réalisées entre le 30 avril 2024 et le 3 septembre 2024 s'échelonnent entre 193 m<sup>3</sup>/h et 1010 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Compte-tenu de la surestimation de ces mesures et du caractère très ponctuel de ces mesures, il est constaté que l'ouvrage de prélèvement de la Liepvrette vers le canal usinier n'est pas équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé.</p> <p>Compte-tenu des démarches engagées à ce stade, il n'est pas proposé de mise en demeure. Pour autant, l'inspection sera vigilante à ce que l'exploitant dispose rapidement de moyens de mesures ou d'évaluation appropriés du volume prélevé à la Liepvrette en tout temps.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer de moyens de mesures ou d'évaluation appropriés du vo-</p>

lume prélevé à la Liepvrette, dans le but de garantir en tout temps le débit minimum biologique dans celle-ci (cf. point de constat n°4).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Débit minimum biologique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/03/2023, article L.214-18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement – obstacle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements en eau de l'exploitant dans le milieu ont été historiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le canal usinier alimenté par la Liepvrette ;</li> <li>- la rivière de la Goutte Saint Blaise alimentant par un système de vannage une canalisation traversant le canal usinier et arrivant au niveau du pompage de l'eau de process indiqué dans les points de contrôle n°1 et 2.</li> </ul> <p>L'inspection du 31 août 2023 s'était interrogé sur les responsabilités et propriétés de l'exploitant de ces ouvrages de prélèvement. Les investigations ayant suivi cette inspection ont abouti à la conclusion que l'exploitant est le propriétaire de la vanne située sur la rivière de la Goutte Saint Blaise tandis que le système de vannage au niveau de la Liepvrette, alimentant le canal usinier, est la propriété de la commune de Sainte-Croix-aux-Mines.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Rivière de la Goutte Saint-Blaise</b></li> </ul> <p>L'exploitant a été ainsi mis en demeure par arrêté du 11 mars 2024 de respecter le débit minimum biologique au niveau de la rivière de la Goutte Saint Blaise. L'inspection de suivi des échéances du 23 juillet 2024 avait constaté que la vanne de la rivière de la Goutte Saint Blaise était en position haute et garantissait ainsi le débit minimum biologique par l'absence de prélèvement. L'exploitant s'était par ailleurs engagé à conserver cette vanne en position haute et l'Inspection avait considéré la prescription de la mise en demeure comme caduc.</p> <p>En date du 28 mars 2025, la DREAL a été informée par un signalement que la vanne de la rivière de la Goutte Saint Blaise était fermée et mettait en assec l'aval du cours d'eau en date du 14 mars, situation confirmée par un contrôle de l'Office Français de la Biodiversité en date du 31 mars 2025. L'exploitant a été informé de ces éléments par lettre ainsi que de la position de l'Inspection, considérant désormais que la prescription de la mise en demeure susvisée n'était plus caduc.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que la vanne était en position haute et garantissait le débit minimum biologique. L'exploitant s'est à nouveau engagé à maintenir cette vanne en position</p>

haute. L'inspection considère à nouveau la prescription de la mise en demeure caduc mais attend néanmoins des engagements forts de l'exploitant (mise hors d'état de manipulation de la vanne).

- **Liepvrette**

Compte-tenu du facteur d'incertitude des mesures réalisées au flotteur (cf. point de constat n°3), du caractère ponctuel des mesures, de la temporalité des mesures (entre avril et septembre 2024), il n'est pas possible de disposer de données fiables quant au prélèvement dans le canal usinier tout au long de l'année.

Par ailleurs, l'exploitant ne suit pas les débits de la Liepvrette.

Il n'est ainsi pas possible d'évaluer le respect du débit minimum biologique à ce stade.

Compte-tenu des démarches engagées et en lien avec le point de constat n°5 sur les responsabilités respectives entre la commune et l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. L'inspection sera néanmoins vigilante à ce que l'exploitant puisse démontrer que le prélèvement dans le cours d'eau respecte le débit minimum biologique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre hors d'état de manipulation la vanne de la rivière de la Goutte Saint Blaise.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de s'assurer, en tout temps, du respect du débit minimum biologique dans la Liepvrette, sur la base de mesures fiables dans la Liepvrette et dans le canal usinier. Compte-tenu des responsabilités respectives entre la commune et l'exploitant, ce dernier pourra s'appuyer sur des données fiables provenant d'organismes extérieurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Ouvrages de prélèvement – maintenance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement – maintenance

**Prescription contrôlée :**

[...] Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.[...]

**Constats :**

Concernant le prélèvement dans la rivière de la Goutte Saint Blaise, il est pris en considération que l'exploitant s'est engagé à maintenir la vanne en position haute. Compte-tenu des éléments précédemment demandés (cf. point de constat n°4), le présent point de contrôle a porté uniquement sur l'ouvrage de prélèvement au niveau de la Liepvrette.

L'ouvrage de prélèvement constitué par le système de vannage au niveau de la Liepvrette est propriété de la commune de Sainte-Croix-Aux-Mines. Pour autant, le bénéficiaire de cet ouvrage est l'exploitant.



<p>Il est constaté au niveau de l'ouvrage que des sédiments sont présents en masse et gênent à la fois le passage du cours d'eau et l'ouvrage de prélèvement. L'Office Français de la Biodiversité, présent lors de l'inspection, indique que le retrait des sédiments doit faire l'objet d'une analyse ainsi que d'une consultation/instruction des services de la préfecture concernés (Direction Départementale des Territoires).</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs qu'aucun document ne formalise les responsabilités respectives de chaque acteur (commune, exploitant).</p> <p>Il est constaté que l'exploitant ne s'assure pas de l'entretien régulier de l'ouvrage de manière à garantir la protection de la ressource en eau. Cela constitue une non-conformité. Compte-tenu des démarches à engager auprès des services concernés en ce qui concerne les sédiments accumulés et de la nécessaire définition des responsabilités, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'entretien régulier de l'ouvrage de prélèvement par le propriétaire de l'ouvrage de prélèvement. Si une redéfinition des responsabilités entre propriétaire et bénéficiaire devait être effectuée, l'exploitant informera l'Inspection de ces éléments.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>